

Les changements climatiques : il est temps d'agir !

Dominique DEFRISE, Jean-Luc DOSSIN, Evelyne JADOUL et Julie RIGO

La problématique du changement climatique sera un des enjeux majeurs des décennies prochaines. Il existe maintenant un consensus scientifique sur le fait que le réchauffement climatique est le résultat des activités humaines et que s'il n'est pas maîtrisé à court terme, il provoquera des changements socio-économiques importants.

Les conclusions du GIEC

Les scientifiques du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat¹) publieront fin de cette année, pour la quatrième fois, un rapport d'évaluation de l'état des connaissances relatives au changement climatique. Ce rapport est le fruit de la contribution de trois groupes de travail. Son volet scientifique (groupe I) a été discuté du 27 janvier au 2 février dernier à Paris. Suite à cette réunion, un premier rapport a été publié, qui confirme, entre autres, l'origine humaine du réchauffement climatique et revoit à la hausse la fourchette d'augmentation des températures d'ici 2100 : entre 1,1 et 6,4 degrés selon les scénarios pris en compte (alors que le rapport de 2001 l'évaluait entre 1,4 et 5,8 degrés).

Un second rapport (groupe II) sera publié en avril, après la réunion des experts qui se tiendra à Bruxelles. Il proposera une vingtaine de chapitres consacrés aux conséquences, à l'adaptation et à la vulnérabilité des changements climatiques. Après une mise en avant des changements observés et de l'impact réel des changements climatiques d'origine anthropique, les approches sectorielles et régionales constitueront l'essentiel de ce rapport : impacts sur l'eau, sur les écosystèmes, sur l'agriculture, l'industrie et l'assurance, sur la santé et impacts régionaux dans les huit grandes zones géographiques du monde. D'ores et déjà, les conclusions de ce rapport ont filtré : « extension des zones d'influence des maladies tropicales, pénuries d'eau accrues, menaces d'inondation, déclin de la diversité biologique, arrivée précoce du printemps, acidification des océans... autant de bouleversements en cours et attendus d'ici 2100, si rien n'est entrepris à une échelle globale pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre.

Le GIEC constate que beaucoup de systèmes naturels, sur tous les continents et dans certains océans, sont affectés pour le moment par des changements climatiques à une échelle régionale »².

Le Groupe de travail III, qui a pour mission d'évaluer les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de toute autre manière les changements climatiques, se retrouvera à Bangkok, en mai.

L'ensemble des rapports produits par ses trois groupes sera synthétisé en juillet à Valence. Ce travail tiendra lieu de référence pour les scientifiques et les décideurs du monde entier.

¹ Voir le site <http://www.ipcc.ch>

² Le Soir, 21 mars 2007

Le rapport Stern³

Ce rapport a été demandé par le Premier Ministre Tony Blair et le Ministre des Finances Gordon Brown afin d'évaluer les conséquences économiques du réchauffement climatique pour le Royaume-Uni et le monde d'ici 2100. Ses conclusions sont sans appel : d'un point de vue économique, le changement climatique constitue « l'échec du marché le plus important et le plus vaste que nous ayons jamais vu ». Il estime que si rien n'est fait pour lutter contre ce phénomène, le monde pourrait être entraîné dans une crise économique de l'ampleur de celles associées aux deux guerres et à la dépression de 1929. Le coût de l'inaction dans ce domaine pourrait représenter une perte de 5 à 20 % du PIB mondial par an.

Les changements climatiques à l'agenda politique

Devant la réalité, la gravité et l'urgence de la situation, la question des changements climatiques est -enfin- dans les agendas politiques : elle a été largement débattue au forum de Davos et de Nairobi, au sein de la Commission européenne (nouvelle politique énergétique pour l'Europe afin de lutter contre le changement climatique et de réduire les émissions pour le XXIème siècle, réduction des quotas d'émission belge de CO₂ pour 2008-2012, limitation des émissions de CO₂ pour le secteur automobile, etc.), dans les partis politiques belges (PS, CDH, MR, VLD, Ecolo bien sûr, tous y vont de leurs propositions), au fédéral (réduction des émissions CO₂, mesures fiscales pour les investissements d'économie d'énergie). Le gouvernement wallon a tenu un exécutif le 15 mars dernier sur cette problématique, avec un agenda de plus de 70 points.

Au niveau européen, la Confédération européenne des syndicats (CES) a récemment adopté une résolution sur les changements climatiques⁴. Elle considère qu'un climat maîtrisé et un environnement sain font partie de ses priorités sociales. La CES entend donc prendre toute sa part dans la lutte contre le changement climatique, sujet qui doit rapidement quitter le champ des seuls spécialistes et environnementalistes pour intégrer celui de la citoyenneté et de la démocratie, en utilisant les outils rénovés du dialogue social et de négociation collective. Ces options ont été réaffirmées lors d'un colloque organisé ces 21 et 22 février⁵, avec la proposition de la création d'une Communauté de l'environnement, de l'énergie et de la recherche, comme l'avait été en son temps la CECA.

Notons également qu'au plan fédéral, la FGTB vient de rejoindre la coalition-climat⁶, qui est une collaboration d'organisations de la société civile. Les membres de cette coalition s'engagent dans la mesure des moyens qu'ils choisissent :

- à mettre en oeuvre des mesures de gestion interne pour réduire les émissions de sa propre organisation,
- à sensibiliser le personnel, les bénévoles, et ses propres membres sur les changements climatiques et l'urgence de passer à l'acte,
- à porter une attention accrue pour le thème du climat (et la dimension Nord-Sud) dans le cadre de ses actions propres (programme d'activités, publications),
- à relayer les actions et initiatives d'autres membres et/ou partenaires de la coalition,
- à contribuer à des actions de communication à propos de la coalition et de ses actions, notamment vis-à-vis de la base sociale.

Se positionner comme acteur dans le débat sur les changements climatiques

³ Stern Review on the economics of climate changes (2006). N. Stern est un ancien haut responsable de la Banque mondiale.

⁴ « Lutter contre le changement climatique : une priorité sociale, des pistes pour l'action », Résolution adoptée par le Comité exécutif de la CES lors de sa réunion de Bruxelles, les 18 et 19 octobre 2006.

⁵ L'impact du changement climatique sur l'activité économique et l'emploi en Europe, 21 et 22 février 2007, Bruxelles

⁶ <http://www.coalitionclimat.be/>

Les changements climatiques sont porteurs de lourdes conséquences, et pas uniquement en termes environnementaux. Des questions essentielles d'ordre sociétal émergent des mesures prises à tous les niveaux de décisions pour faire face aux changements climatiques. Pour n'en citer que quelques unes :

- Comment mettre en œuvre une politique de réduction de GES efficace sans pénaliser les plus démunis et sans creuser encore les écarts sociaux (augmentation des prix des combustibles fossiles, pénalisation des comportements polluants, taxation de biens de consommation, etc.)
- Comment équilibrer les participations des citoyens et des entreprises à l'effort global ?
- Comment poursuivre le développement de notre société tout en limitant notre consommation des ressources naturelles et nos émissions de CO₂ ?
- Comment participer en tant qu'organisation syndicale aux nécessaires évolutions des modes de consommation et de production ? Comment garantir l'emploi lors de ces adaptations ? Quels sont les nouveaux métiers liés à ces évolutions technologiques ?
- Comment organiser la solidarité avec les pays du sud, principales victimes des changements climatiques ?
- Comment organiser la solidarité avec les générations futures dont nous détruisons les ressources ?

Ce sont autant de questions qui doivent nous interpeller. Notre organisation se bat depuis toujours pour construire une société où dominent les valeurs d'égalité et de solidarité.

Mais serons-nous tous égaux face aux changements climatiques ? Le rapport Stern évoque déjà la possibilité de 200 millions de réfugiés climatiques, la majorité venant des pays déjà les plus fragilisés.

Chacun pourra -t-il assumer de la même façon l'isolation de son logement, l'achat d'équipements moins polluants, l'augmentation du prix de l'énergie ou encore les soins de santé liés aux vagues de chaleur ? Probablement pas.

Il est donc urgent et nécessaire de prendre notre place dans le débat sur les changements climatiques afin de :

- garantir que les réponses mises en place sortent de la sphère environnementale stricte et tiennent compte de toutes les réalités sociales ;
- veiller à une répartition équitable de l'effort ;
- proposer des solutions qui s'inscrivent dans un projet de société durable tel qu'envisagé par notre organisation.